

# ÉNERGIE: CHRONIQUE D'UN DÉSASTRE ANNONCÉ

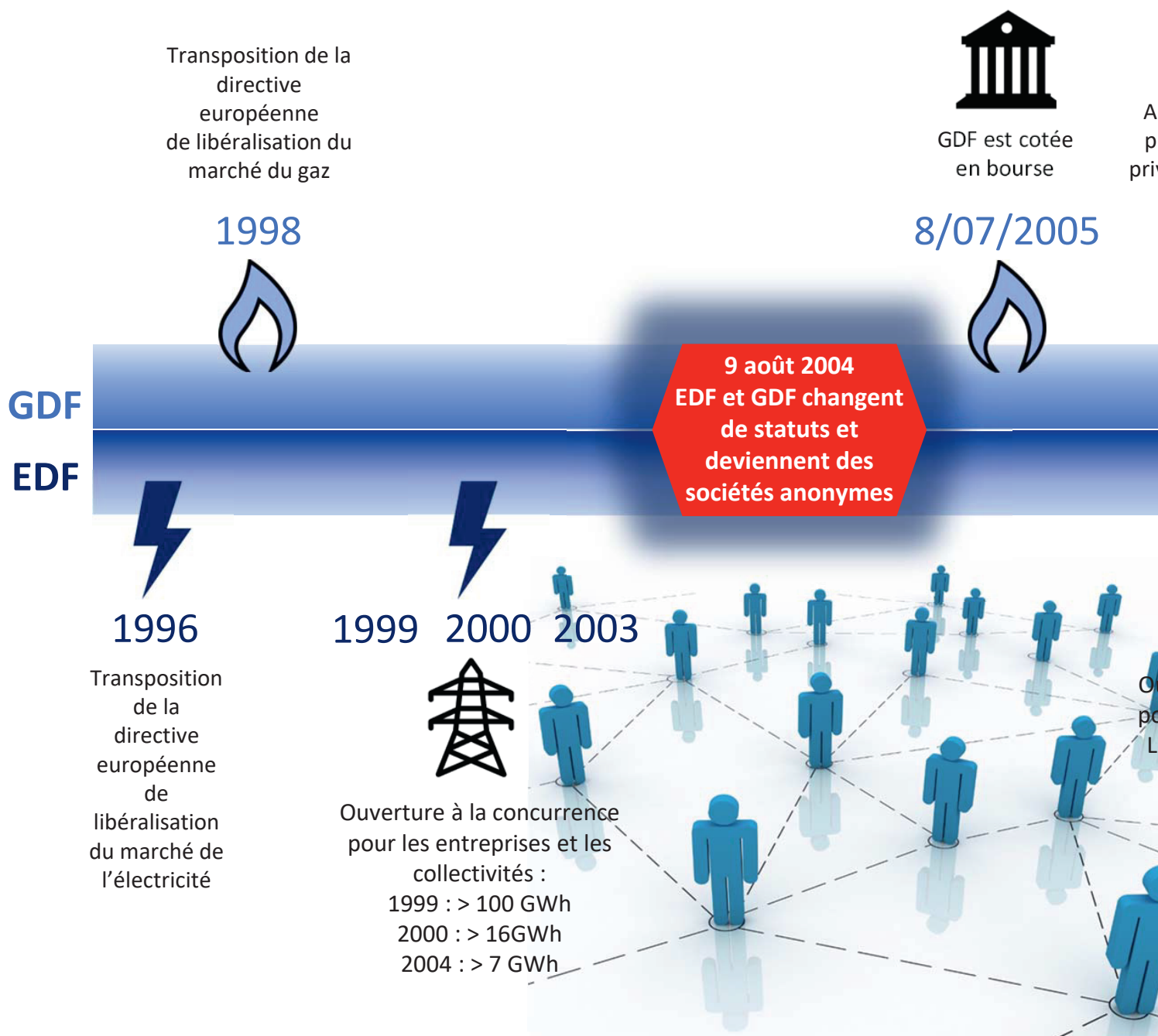
Le constat est clair en cet automne 2022: notre pays est en pleine crise. Une crise géopolitique, économique, sociale... et énergétique. La question posée depuis vingt ans n'était pas tant de savoir si le secteur de l'énergie allait connaître une crise, mais plutôt à quel moment elle allait intervenir. Nous y sommes en plein... et jusqu'au cou! Car si l'énergie est bien au cœur des débats d'actualité depuis près d'un an, les raisons de cette crise énergétique sont certes conjoncturelles du fait des derniers événements, mais surtout structurelles pour ses causes profondes: une situation qui est le résultat des mauvaises décisions des gouvernements successifs depuis plus de 20 ans.



Ce dossier Options se penche sur ces questions énergétiques, en se focalisant sur l'électricité et le gaz, tout en prenant le recul historique nécessaire pour analyser ce qui s'est passé, comprendre ce qui se passe aujourd'hui, et proposer une alternative pour demain.

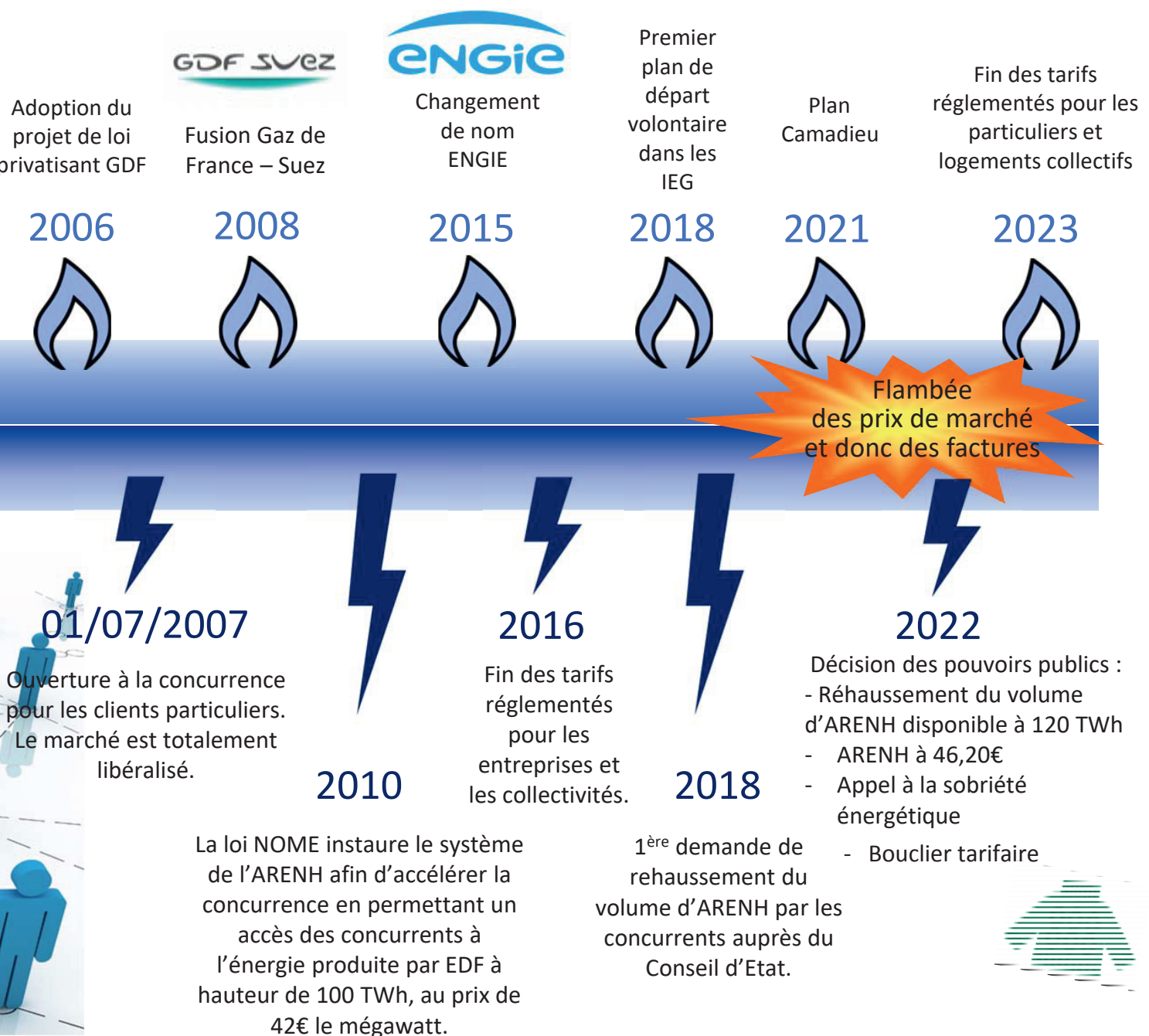
# L'histoire qui nous mè

25 ans de dérégulation et de libéralisation dont sont victimes aujourd'hui les usagers, r



# ne dans l'impasse

malgré les alertes incessantes de la CGT.



# Le « tout marché » nous a conduit droit dans le mur !

**La CGT l'avait prédit dès l'origine, mais les gouvernants ont accéléré la libéralisation.**

**E**xplosion des prix de l'énergie depuis septembre 2021, aggravée par les problématiques d'entretien de notre parc nucléaire et la guerre en Ukraine... Il y aura des risques de rationnement et de tensions sur les réseaux pour « passer l'hiver », a reconnu la ministre Agnès Pannier-Runacher. Quant à la présidente de la Commission européenne, elle appelle à « modifier d'urgence le marché européen de l'électricité » ! Une Commission européenne qui prend donc conscience, aujourd'hui, ou qui ne peut que reconnaître après 25 ans de dérégulation et d'ouverture des marchés, des désastres occasionnés par ses choix libéraux. C'est pourtant elle qui a mis en place le « tout marché » et cette concurrence libre et non-fauscée qui allait, à coup sûr, faire baisser les prix... C'est dorénavant cette même Commission européenne qui propose, maintenant, de « renforcer sa surveillance des marchés », de contrôler l'absence de « bénéfices indus » sur l'ARENH, d'adopter des tarifs réglementés pour les plus fragiles et de « plafonner une partie des prix de gros de l'électricité » !

## **Débâcle chez les commercialisateurs alternatifs d'électricité**

Certains ont déjà mis la clé sous la porte, d'autres osent revendre sur les marchés de l'électricité obtenue à très bas prix grâce à l'ARENH (achat à 46,20 € et revendue plus de 20 fois plus cher). Des fournisseurs sont d'ailleurs dans le viseur de la CRE au sujet de ces pratiques d'abus d'ARENH. Même Bercy est obligé de reconnaître que : « Le marché européen est devenu obsolète et il faut qu'à l'avenir le consommateur paie son électricité à un prix qui reflète le coût de production de son mix national. » Dont acte !

**« Le marché unique européen de l'électricité est devenu obsolète »**

*Bruno Le Maire : ministre de l'Économie*



Reste que ce système absurde, et qui mène à l'impasse, pèse pour plusieurs dizaines de milliards sur l'entreprise historique EDF... Ce qui n'empêche pas la ministre d'annoncer, lors du débat parlementaire, sa volonté de porter le volume d'ARENH à mettre à disposition de la concurrence à 135 TWh en 2024 et 2025 (après 120 TWh en 2022 et un seuil de 100 TWh/an avant 2021 et depuis 2011 !)

On pourrait en rire (jaune) plutôt que d'en pleurer. Mais la CGT avait malheureusement prédit ce désastre et cela dès les prémices de la libéralisation des marchés de l'énergie... Reste que les solutions éculées perdurent : démantèlement progressif de nos entreprises pour faire entrer des capitaux privés, recherche de profits, productivité à tout va... et discours de culpabilisation de la population par des gouvernants qui assènent des appels à la « sobriété énergétique » dans une période de « fin de l'abondance »...

Et ce n'est pas l'épisode de l'annonce de « l'étatisation d'EDF » qui va changer quoi que ce soit : en maintenant le statut de société anonyme, l'État garde les mains libres pour découper plus tard l'entreprise, en espérant céder les parties les plus juteuses et sans risques aux intérêts privés : un projet qui reste « dans les cartons » depuis deux ans, suite à la très forte mobilisation du personnel, une opposition qui ne manquera pas de s'amplifier si d'aventure le gouvernement s'avisait de l'en ressortir...

# La performance économique au détriment de la maintenance

**Conséquence: La moitié des réacteurs nucléaires sont à l'arrêt et le prix de l'électricité explose !**

« **S**obriété » : C'est devenu le maître mot du gouvernement qui ne cesse de le répéter pour inciter les citoyens à réduire leur consommation d'énergie et ainsi éviter la pénurie cet hiver. Il nous ferait presque avaler que c'est pour des raisons environnementales et voudrait nous faire culpabiliser sur notre façon de consommer. Mais la vraie raison de cet état de fait, c'est le manque d'anticipation d'une vraie programmation énergétique pour la France : des mauvais choix politiques accumulés depuis des années. Les gouvernants ont privilégié le cash sur le dos d'EDF et GDF puis Engie, pendant des années, pour nourrir grassement les actionnaires, et tant pis pour l'avenir...

**Dès 1995, la technique est mise à distance pour donner l'impression qu'EDF était une machine à cash**

## Maintenance low-cost

Finis le développement des programmes de maintenance : juste le strict minimum pour tenir à flot la sûreté des installations des Centres de Production nucléaires. Depuis plus de 25 ans, les centrales nucléaires sont contraintes par décisions successives des différents gouvernements à faire des économies. Cela passe par des coupes budgétaires sur la maintenance et la diminution des charges salariales, donc des effectifs. Cette mise à distance de la technique s'est amorcée dès 1995. À l'époque les directions devaient donner l'impression que l'entreprise était une machine à cash, pour préparer sa privatisation intervenue en 2004. La maintenance préventive a été sacrifiée pour que les centrales soient le plus disponibles possible, s'adaptent aux fluctuations des prix de l'énergie et les agents qui portaient en retraite n'étaient pas remplacés. C'est à ce moment-là qu'a commencé le bricolage.

Le solide stock de pièces détachées dont disposait EDF pour maintenir ses centrales en activité a fondu comme neige au soleil. Depuis, les agents en sont réduits à faire durer les pièces le plus longtemps possible et à s'accommoder de rafistolage. La maintenance des arrêts de tranches est déléguée aux sous-traitants, et le choix de ces sous-traitants se fait souvent au moins disant. Les fournisseurs de vannes, chaudières et du matériel nécessaire pour assurer l'entretien ont, pour beaucoup d'entre eux, disparu, de même que les robinetiers EDF qui assuraient le maniement de ce matériel. De fait, les compétences d'exploitant disparaissent progressivement d'EDF. Avec la diminution de la maintenance, la formation des nouveaux agents EDF s'est, elle aussi, étioyée. C'est en effet lors des chantiers d'entretien, parfois très complexes à mener, que beaucoup d'agents acquéraient un

savoir-faire pratique que ni les formations théoriques, ni les procédures ne peuvent entièrement formaliser.

## Réorganisations permanentes et pertes de repères

En parallèle de ce nucléaire, machine à cracher du cash, des changements majeurs, incompréhensibles pour les salariés, interviennent du côté de l'organisation du travail. Le processus de prise de décision s'est complexifié avec des outils comme l'interface homme/machine, une multitude d'outils informatiques... Petit à petit, les moments d'échanges sur le travail et de réflexion collective ont disparu et les lieux d'échange n'existent pratiquement plus ! Le résultat de tous ces changements majeurs de gestion et d'organisation a conduit à ce que l'outil industriel s'abîme, au niveau matériel comme au niveau humain. Le secteur de la maintenance s'est complètement vidé et cette activité n'est désormais assurée qu'à 20 % par des agents EDF et à 80 % par les sous-traitants. De nombreux métiers ont été éliminés. Il n'y a plus d'agents chaudronniers au sein d'EDF, alors qu'une centrale compte des dizaines de kilomètres de tuyaux.

Le programme « Obtenir un État Exemplaire des Installations (OEI) » n'est que poudre aux yeux. En 2005, les dirigeants ont réalisé que les installations se détérioraient. Une enveloppe budgétaire a été débloquée... pour repeindre les salles des machines, les sols, et même des circuits qu'il ne fallait surtout pas peindre au risque de perdre leur intégrité. Sous les couches de peinture, les traces de vieillissement du matériel sont ainsi cachées : les apparences sont trompeuses.

**L'outil industriel s'abîme, au niveau matériel comme au niveau humain**

## Une comédie burlesque qui aboutit à cette diète énergétique

Vieillesse des systèmes, perte de compétences, reports des périodes des programmes de maintenance... C'est tout ce processus qui aboutit aujourd'hui, pour tous les Français, à cette diète énergétique, avec des prix de l'électricité qui explosent et le risque de ne pas pouvoir utiliser pleinement l'électricité à certaines heures cet hiver. La cause et l'unique cause de tous ces sacrifices réside dans les décisions de l'État, qui, depuis des décennies, n'a donné aucune perspective avec une programmation de l'énergie qui tienne la route pour l'avenir. La CGT a alerté à de multiples reprises. Elle a même construit son propre Programme Progressiste de l'Énergie. Dommage qu'il n'ait pas plus été suivi...

# L'ARENH: Accès Régulé ou Rentable?

Des dizaines « d'alternatifs » qui ne sont que vendeurs, parce que ça rapporte... mais qui produit alors ?

Ouvrir un marché à la concurrence : tout un programme voulu par la commission européenne ! Mais encore faut-il que les concurrents puissent trouver ladite marchandise : c'est bien là toute l'ambiguïté de l'ARENH : l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique.

En 2000, le marché commence à se libéraliser pour les plus gros consommateurs qui s'engouffrent sans vergogne dans « la concurrence libre et non faussée », puisqu'elle était censée être profitable à leurs portefeuilles. Pourtant, et seulement quelques années plus tard, ces derniers crient misère et demandent à l'État d'intervenir : les concurrents ne sont pas en mesure de leur livrer l'énergie à un coût raisonnable. Les prix de l'électricité sur le marché sont bien trop élevés ! L'économie est en danger ! Il faut faire quelque chose ! L'État intervient alors et crée le TARTAM : Tarif Réglementé et Transitoire d'Ajustement au Marché.

## Un marché libéré... mais à quel prix !

Ce tarif TARTAM reste en vigueur plusieurs années : c'est un système bancal s'il en est, vis-à-vis des volontés premières de la concurrence, et donc l'État doit ajuster le tir. Il crée la loi NOME : Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité en 2010, et avec elle, l'ARENH. Cela devait permettre aux concurrents d'EDF de jouer sur ce nouveau marché et accélérer ainsi la concurrence. L'ARENH garantit aux alternatifs un accès facilité à une énergie à bas prix, puisque EDF, elle, bénéficie d'une grande quantité d'électricité produite à un coût relativement bas et stable grâce à son nucléaire. Les concurrents vont donc bénéficier de cet ARENH, durant 15 ans (jusqu'en 2025)... le temps qu'ils se dotent de leurs propres moyens de production. Chaque année, la loi NOME contraint donc EDF à livrer 25 % de sa production (soit 100 TWh) à ses concurrents, à un prix de 42 € le MWh, prix censé couvrir les coûts de production et d'entretien des centrales nucléaires existantes pour EDF. Les volumes délivrés chaque année à chaque concurrent sont sous le contrôle de la Commission de Régulation de l'Énergie.

## Pile, ils gagnent. Face, ils gagnent aussi !

Les concurrents d'EDF se sont gavés durant toutes ces années avec cette manne providentielle, suivant les prix du marché. Quand l'électricité sur le marché est en dessous de 42 €, ils achètent sur le marché et laissent EDF se débrouiller avec les TWh qui lui restent sur les bras. Par contre quand l'électricité sur le marché est au-dessus de 42 €, ils se précipitent sur l'ARENH. Ils gagnent donc à tous les coups, par contre EDF est chaque fois perdant. Mais le fait est que cela a fonctionné pour créer des concurrents à EDF : la concurrence s'est accélérée et les fournisseurs se sont multipliés jusqu'à atteindre plus de 40 « alternatifs » en 2021. En 2018, ils ont même intenté un recours devant le Conseil d'État pour obtenir le rehaussement du plafond de 100 TWh d'ARENH, car la demande de kWh à bas prix était trop forte pour subvenir aux besoins de chacun ! La CRE est d'ailleurs actuellement en pleine enquête sur des concurrents qui auraient acheté de gros volumes d'ARENH, justifiés par un grand nombre de clients, mais qui auraient ensuite encouragé ces mêmes clients à les quitter pour d'autres concurrents, afin de pouvoir revendre les kWh ainsi libérés plus de 20 fois plus chers sur le marché. Ce délit a même un nom : l'abus d'ARENH.

## Mais 2021 sonne la fin de la récré

En septembre 2021, les problèmes d'achat de la matière première, l'électricité, pointent de nouveau le bout de leur nez, du fait de la pénurie structurelle en électricité (fermeture de nombreux moyens de production pilotables en Europe, marché inadapté...) et conjoncturelles (pénurie de gaz, centrales nucléaires en grosse maintenance...): les prix de marché commencent à flamber avec des réactions exacerbées du marché. Car aux retards dans le prolongement des centrales nucléaires avec le grand carénage (grosse maintenance pour allonger la durée de vie des centrales nucléaires existantes), la crise du gaz russe... viennent s'ajouter des problèmes de corrosion sur de nombreux réacteurs, et bien sûr la guerre en Ukraine.

Aujourd'hui, les « alternatifs » ne sont absolument pas en capacité de fournir à leurs clients une électricité qu'ils ne produisent pas. Car aucun d'eux n'a voulu investir dans des moyens de production. Et pour cause : construire coûte cher ! Les investissements nucléaires en France représentent 228 Md € d'après le rapport de la Cour des comptes de 2012 ! Ils se sont faits sur des dizaines d'années, financés sur le compte d'exploitation d'EDF. Pour livrer

leurs clients, ces « alternatifs » ont donc besoin de l'ARENH d'EDF et vont chercher le complément sur le marché. Mais comme le prix de marché a explosé, ce complément coûte cher, très cher... si bien que nombreux sont ceux qui ont dû mettre la clé sous la porte, faute de ne pas avoir couvert ce risque. Ce sujet est brûlant. Si brûlant que l'ARENH a même été une monnaie d'échange entre l'État et EDF pour négocier la mise en place du projet Hercule : « ouverture plus forte du capital d'EDF, contre la promesse de revoir la mécanique de l'ARENH, délétère pour EDF »...

## L'état tente d'éteindre l'incendie... sans régler le problème du marché

Aujourd'hui, devant l'ampleur de la crise, les pouvoirs publics ont pris des décisions de court terme pour éteindre l'incendie en cours. Des solutions éculées qui ne règlent en rien le problème structurel, à moyen ou long terme, et qui ne sont que des compresses sur une hémorragie massive. Le plafond du volume d'ARENH disponible pour les concurrents a été rehaussé de 100 TWh à 120 TWh pour 2022 (avec un prix passant de 42 € à 46,20 €). Conséquence pour EDF : ces 20 TWh supplémentaires qui vont être mis à disposition des concurrents, ne pourront pas être consacrés à ses propres clients et au TRV, ce qui va augmenter la facture de ces derniers puisqu'EDF va devoir trouver ces kWh sur un marché qui flambe (une perte d'environ de 10 milliards pour EDF)... Enfin l'état a mis en place son « Bouclier tarifaire » afin que les usagers au TRV ne subissent une augmentation « que » de 15 %. Quant aux usagers passés sous offres de marché, ils voient leur facture exploser...

## + 15% pour les usagers au TRV mais pour ceux en offres de marché, la facture explose !

## Est-ce la fin de l'ARENH pour autant ? Hélas, non !

Le bilan est clair : la concurrence sur le marché de l'électricité est une hérésie. Il ne fonctionne pas et n'a entraîné aucune baisse des prix, bien au contraire. Des spéculations honteuses sur ce bien de première nécessité font exploser les prix. Le système de production d'électricité, qui repose essentiellement sur EDF, est mis à mal et met en péril toute la structure de notre système pensé avec intelligence depuis 1946.

La FNME CGT, dans son Programme Progressiste de l'Énergie, exige le retour pur et simple à des entreprises renationalisées, et non étatisées, visant le service public. Car rester une Société Anonyme ne règlera pas les problèmes sur le long terme, échelle de temps seule à même de garantir la sécurité de production et d'approvisionnement de tous les citoyens. Il faut revenir à un EPIC : un établissement public industriel et commercial pour répondre aux besoins, à tout moment, dans le cadre d'une maîtrise de la consommation, pour produire une électricité bas carbone au coût le plus adapté. C'est-à-dire rendre cette filière profitable à la collectivité et non aux intérêts privés, dans le cadre d'une gestion raisonnée et planifiée du mix énergétique qui anticipe la transition énergétique à réaliser pour les années futures.

## Rendre cette filière profitable à la collectivité et non aux intérêts privés avec le PPE

C'est le discours que la CGT assume et réaffirme depuis ces trois dernières décennies : revenir à un service public de l'énergie car l'énergie est un besoin vital, comme la santé, l'alimentation, l'eau... qui exige un accès le plus juste possible et le plus égal possible à l'ensemble des populations.

# Libéralisation du marché du gaz

**Elle a conduit à de profondes détériorations de l'entreprise Gaz de France devenue aujourd'hui Engie.**

**D**epuis 1996, la CGT n'a cessé d'alerter sur les dangers occasionnés par l'ouverture à la concurrence des marchés européens de l'énergie et notamment de celui du gaz. Toujours considérée comme un oiseau de mauvaise augure, voire une Cassandre rouge, les politiques ont choisi de rester sourd à nos arguments. Ils ont délibérément choisi d'ouvrir la boîte de Pandore de la déréglementation, sans, au préalable, demander l'avis de la population. Bien évidemment, le gotha de l'économie s'est engouffré dans la brèche de nouveaux marchés très juteux, et les entreprises ont emboîté le pas, soucieuses de jouer les bons élèves du libéralisme économique, devenu, alors, le seul horizon indépassable de l'organisation économique européenne. L'approche court-termisme a provoqué la négligence des contrats d'approvisionnement long terme. À la poubelle des stockages souterrains remplis à ras-bord qui constituent des stocks, beaucoup trop coûteux en immobilisations. Dans le contexte actuel, l'État reste impuissant et ne propose que des mesures d'aides pitoyables, voire insultantes (comme un chèque énergie de 100 €). En plus, il tient à l'adresse des citoyens des propos qui ne sont pas moins pitoyables : le « col-roulé », « la fin de l'abondance »... Mais ce n'est clairement pas le sujet de préoccupation du libéralisme économique.

## Le prix du marché devient celui du moyen de production le plus coûteux à l'instant t

### Le profit, encore le profit, toujours le profit !

Non, le sujet reste toujours d'engranger le maximum de profits, jusqu'à plus soif, et de distribuer des dividendes à une poignée de parasites privilégiés, comme le montrent les derniers résultats de Total Energies. Rappelons, à toutes fins utiles que lorsque Gaz de France réalisait des bons résultats, les bénéfices étaient récupérés par l'État et profitaient donc, potentiellement, à l'ensemble de la population.

Enfin, mettons également en lumière une aberration de plus engendrée par l'organisation actuelle du marché de l'énergie telle que mentionnée par Jean-Marc Jancovici : « Le prix du marché devient celui du moyen de production le plus coûteux à l'instant t ». Car comme une partie de l'électricité européenne est produite à partir de centrales à gaz, et que le prix du gaz explose, il fait exploser le coût du kWh électrique. C'est la preuve que les tarifs des énergies ne sont absolument plus corrélés aux coûts réels de production : bienvenue dans le monde de la main invisible (et magique) du marché.

### Des stockages remplis... mais jusqu'à quand ?

Depuis la fin de l'été, la Directrice Générale d'Engie est contrainte

de claironner, dans tous les médias, que nous avons rempli nos stockages, avec, rappelons-le, du gaz naturel russe tant qu'il était disponible, mais aussi une grande part de gaz de schiste des USA, pourtant hier honni car très énergivore et désastreux sur le plan écologique. Belle performance pour le futur leader auto-proclamé de la transition énergétique !

Malgré cette désorganisation totale du monde de l'énergie, Engie serait prêt à affronter l'hiver à venir... mais appelle quand même la population à se chauffer moins : quelle prouesse ! Rappelons qu'il ne s'agit, ni plus ni moins, que du respect d'un réel service public du gaz, ce qui était, de facto, réalisé par feu Gaz de France (et sans pour cela le crier sur tous les toits) ! En même temps (comme dirait notre « cher » Président), le gouvernement demande aux industriels de réduire leurs consommations énergétiques de 10 % afin de permettre aux citoyens de se chauffer. Bref, chacun y va de son petit discours infantilisant, mais cela ne masque en rien la désorganisation totale du monde de l'énergie. Une désorganisation qui s'observe, également, au sein des énergéticiens historiques du pays. La situation serait, soi-disant, « sous contrôle » ... mais seulement pour cet hiver. Aucun message ni prévision pour l'année prochaine, bien que les stocks se fassent d'une année pour l'autre. Gouverner n'est-ce pas prévoir ?

### Une seule alternative : sortir le gaz et l'électricité du marché !

Que ce soit pour le gaz ou l'électricité, tous deux aux mains du marché, nous sommes passés d'une logique de réponse aux besoins organisée par les politiques, à une gestion de la pénurie subie par les citoyens. La recherche exacerbée du profit a conduit à limiter les filets de protection qui sécurisaient les productions. Désormais, nous en sommes réduits à croiser les doigts pour que les prochains hivers ne soient pas trop froids, ne durent pas trop longtemps, et ne touchent pas toute l'Europe « en même temps » !

Cela signe l'échec d'un système capitaliste à bout de souffle, dans le domaine de l'énergie mais plus généralement au niveau industriel, économique, social... : un système qui n'a cessé de profiter à quelques-uns au détriment du plus grand nombre !

Ces crises à répétition, et de plus en plus fréquentes, sont l'occasion de repenser l'organisation de notre système énergétique et bien au-delà, l'organisation de notre société. Prenons-y toute notre place !

## Finis la réponse aux besoins organisée par les politiques : désormais la gestion de la pénurie est subie par les citoyens